

Fonctionnaires: les ministres divergent sur les effectifs

GOUVERNEMENT

Le ministre de la Fonction publique Christian Jacob met en garde contre une réduction trop importante.

ALORS QUE LES ministres sont reçus ces jours-ci à Bercy les uns après les autres pour parler crédits et emplois, en vue de la construction du budget 2007, le combat politique sur le niveau des effectifs de fonctionnaires a commencé. Jusque-là, Dominique de Villepin ne s'est pas beaucoup exprimé sur le sujet, si ce n'est en promettant de ne pas appliquer la « technique du rabot ». Depuis plusieurs mois, il a tout de même posé les jalons d'une politique de diminution des déficits publics et de réforme de l'État. Le ministre du Budget, Jean-François Copé, a été chargé de mener des audits internes dans l'administration, à des fins d'économies.

La majorité veut un signal politique fort

A cela s'ajoute l'engagement du premier ministre de présenter un projet de budget pour 2007 dans lequel l'évolution des dépenses sera « de un point inférieure à l'inflation », ainsi que le lancement de conférences annuelles sur les déficits publics. Enfin, les postes mis au concours d'enseignants pour la rentrée prochaine ont déjà été fortement réduits. Bref, en toute logique, on devrait aboutir à une baisse drastique du nombre de fonctionnaires.

Mais tout est une question de

présentation et de niveau, en cette très sensible année préélectorale. « Les fonctionnaires représentent 20 % de la population active. On ne peut pas perpétuellement leur dire : vous êtes trop nombreux, vous coûtez trop cher et vous ne faites rien », plaide ainsi Christian Jacob, le ministre de la Fonction publique. Chargé de maintenir le lien avec les agents publics, le ministre va recommander au premier ministre de ne pas frapper un grand coup sur les effectifs, et de diminuer « tranquillement » leur nombre sans en faire un « argument de campagne ». « Les fonctionnaires ne sont pas tous à gauche, à 40 %, ils votent pour nous », estime-t-il.

Cette façon de raisonner n'est pas celle de Bercy, qui met en avant d'autres arguments. « Il n'y a qu'une façon de montrer à notre électorat que la réforme de l'Etat produit des vrais effets, c'est par le nombre d'agents », indique-t-on dans l'entourage de Thierry Breton.

Selon Jean-François Copé, l'ambiance politique est « désormais apaisée, les réunions préparatoires pour le budget se tiennent, et les ministres recommencent à jouer le jeu ». « Cela se fera, tout simplement », affirme de son côté, Thierry Breton, le ministre de l'Economie.

Tourneboulé par le fiasco du CPE et par l'affaire Clearstream, les parlementaires de la majorité veulent a priori un signal politique fort sur les fonctionnaires. Et s'apprêteraient à pousser pour que le gouvernement fasse des annonces claires et significatives



S'agissant de la réduction du nombre de fonctionnaires, Dominique de Villepin a promis de ne pas appliquer « la technique du rabot ». Bouchon/Le Figaro.

en ce sens. Mais, et c'est là que l'exercice devient un peu subtil, ils souhaitent que les baisses de fonctionnaires n'affectent pas trop les établissements publics

de leur circonscription, qu'ils vont être amenés à essayer de reconquérir en 2007. « Les audits vont changer les choses : on va pouvoir mieux justifier nos choix.

Tout cela se fera moins dans la douleur », veut croire Jean-François Copé.

Les lettres plafonds, qui indiquent à chaque ministère le ni-

veau de leurs effectifs et de leur budget de fonctionnement, devraient partir entre le 7 et le 15 juin.

CLAIRE BOMMELAER

La politique du « un sur deux » restée lettre morte

■ Lors de la préparation de la loi de finances 2003, le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin avait commencé par plaider pour le non-remplacement d'un fonctionnaire partant en retraite sur deux. Plusieurs ministères étaient alors considérés comme prioritaires, dont la Justice et la Police. Le dogme du « un sur

deux » a finalement été abandonné, car considéré comme périlleux politiquement et difficile à réaliser compte tenu des engagements de recrutement dans ces ministères. En 2003, 1 090 emplois de fonctionnaires ont été supprimés. A cela s'est ajoutée la suppression des emplois jeunes.

En 2004, 4 537 emplois ont été supprimés. En 2005, 7 392 emplois ont été supprimés. En 2006, 5 318 emplois vont être supprimés. En 2007, l'application de la LOLF (réforme budgétaire) devrait permettre aux ministères de choisir entre des dépenses de

fonctionnement et des dépenses de personnel. Entre 2005 et 2012, la moitié des fonctionnaires d'Etat vont partir en retraite, soit environ 800 000 personnes. Au cours de cette période, c'est entre 65 000 et 85 000 fonctionnaires qui auront pris, chaque année, leur retraite.

Baylet (PRG) : « Nous avons des divergences fondamentales avec le PS »

GAUCHE

Président du Parti radical de gauche, Jean-Michel Baylet critique le projet du PS pour 2007.

LE FIGARO. – Vous vous étiez montré assez critique envers le Parti socialiste après le congrès du Mans. Le projet présenté cette semaine par la direction du PS vous paraît-il cette fois plus réaliste ?

Jean-Michel BAYLET. – Mes critiques à l'encontre du PS demeurent puisqu'elles portaient surtout sur les affrontements entre courants et sur les disputes d'hommes, qui priment sur l'inté-

rêt du PS et de la gauche. Cela étant dit, j'ai parcouru leur projet. Je retiens qu'il y a beaucoup de convergences avec nous, mais je note aussi quelques divergences fondamentales. D'abord les nationalisations. Vouloir renationaliser EDF, c'est vraiment revenir à de vieilles lunes. Nous sommes en effet sortis des conneries du collectivisme depuis longtemps ! Je ne crois pas que ce soit pertinent ni en termes économiques, ni en termes politiques. Deuxièmement, reprendre le débat sur les 35 heures ne me paraît pas non plus une bonne chose. Sur ces deux points, je trouve que le Parti socialiste se fourvoie quant à son projet.

Le PS parle beaucoup de dépenses mais ne dit rien sur la dette et les déficits...

Le problème de la dette est un sujet très sérieux. Il va de soi qu'il faut plutôt réduire les dépenses que de les accentuer.

Le PS parle également d'abroger plusieurs lois votées depuis 2002. Vous partagez cette idée ?

Je pense que c'est anti-laïc que de vouloir tout de suite abroger, détruire ce qui a été fait par les majorités ou gouvernements précédents. En fait, on devrait moins légiférer et prendre plus de temps pour la concertation, élaborer de bonnes lois, et ensui-

te s'y tenir. Abroger par idéologie n'est pas une bonne chose, même si le problème des retraites reste entier et qu'il faudra intervenir.

Vous dénoncez toujours le coup de barre à gauche toute du PS...

Je n'ai pas changé de position là-dessus. Je regrette en effet qu'une fraction du PS se laisse endormir par les sirènes de l'extrême gauche, qui se pose elle-même comme principe de ne pas gouverner. Les choses sont faciles quand il ne s'agit que du ministère de la démagogie ! Mais lorsqu'il s'agit de redresser le pays, c'est autre chose...

Le PRG, comme en 2002, aura-t-il un candidat en 2007 ?

Le PRG aura un candidat, sauf si – mais je commence à en douter – notre appel pour des primaires était entendu.

Vous-même, vous pourriez être ce candidat ?

J'ai toujours dit que je souhaitais que nous présentions le meilleur. Ça peut être Bernard Tapie ou Christiane Taubira. Mais il n'est pas impossible que finalement beaucoup de militants demandent que ce soit moi.

Propos recueillis par RODOLPHE GEISLER



Baylet : « Vouloir renationaliser EDF, c'est vraiment revenir à de vieilles lunes ». Marmara/Le Figaro.

Le projet socialiste suscite l'hostilité au PC

Pour le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, Alain Bocquet, les propositions avancées par le PS ne rompent pas suffisamment avec le « social-libéralisme ».

LA DIRECTION du Parti communiste, qui se fixe toujours l'objectif de rassembler la gauche autour d'un projet antilibéral, n'a

pas souhaité réagir officiellement hier aux propositions présentées mercredi par le Parti socialiste pour l'élection présidentielle de 2007. Un certain nombre de mesures comme l'abrogation de plusieurs lois votées depuis 2002, par exemple sur les retraites, ou la renationalisation totale d'EDF, font partie des revendications régulièrement formulées par Marie-George Buffet. Joint hier, Alain Bocquet, le

président du groupe communiste à l'Assemblée, a cependant jugé « un peu court » le catalogue présenté par le PS. S'il reconnaît d'un côté « des choses qu'on ne peut que partager », le député du Nord déplore de l'autre qu'il n'y ait « pas de remise en cause d'une politique social-libérale ». Du coup, « à titre personnel », il déclare « ne pas être favorable à une participation gouvernementale du PCF » aux côtés du PS « pour ne pas être mêlé à tout

ça » en cas de victoire de la gauche. Même si, complète-t-il, l'urgence est de « faire barrage à la droite ».

Gremetz : « La gauche plurielle est morte »

Pour Maxime Gremetz, député de la Somme, fervent partisan – comme Alain Bocquet – d'une candidature communiste en 2007, « le PS cherche à concilier les inconciliables, mais dès qu'on touche aux problèmes de fond, comme

s'attaquer au capital, à l'Europe, ou aux revenus financiers, il n'y a pas grand-chose ». Bref, poursuit-il, ce projet « est fade » et « n'est pas de nature à engager une véritable politique de gauche ». Le bouillonnant député orthodoxe va encore plus loin : pour lui, « la gauche plurielle est morte » car « elle a prouvé son incapacité à résoudre les problèmes ».

Son collègue député-maire de Vénissieux, André Gerin, se montre

également « sévère » envers les propositions du PS. « Ça ne va pas très loin. Surtout, je ne vois rien de très transcendant par rapport à la période Jospin », observe l'élu. Selon lui, « ce n'est pas en recréant les emplois-jeunes qu'on va vaincre le chômage. Or un des grands défis de la gauche, pour gagner en 2007, c'est justement d'apporter des réponses sur l'emploi et l'égalité des chances ».

R. G.

LE GRAND JURY

RTL LE FIGARO LCI

INVITÉ
FRANÇOIS
HOLLANDE

RTL

DIMANCHE
28 MAI
18H30

RICHARD ARZT
RTL
NICOLAS BEYTOUT
LE FIGARO
PIERRE-LUC SÉGUILLON
LCI

Polémique à propos du blog de Ségolène Royal

PS. Le député socialiste Claude Bartolone a demandé hier à Ségolène Royal d'engager des poursuites contre l'auteur du blog contre Laurent Fabius qui était accessible sur le site « Désirs d'avenir » de la présidente de la Région Poitou-Charentes. M^{me} Royal a annoncé mercredi avoir fait retirer de son site le lien

menant à ce blog où ses collègues Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn étaient notamment présentés comme des « membres éminents » de la communauté juive. « C'est une manœuvre grossière, quelqu'un est entré sur ce blog pour y ajouter des éléments, puis a alerté la presse », a-t-elle indiqué après la révélation de cette affaire par Le

Canard enchaîné. « Puisque Ségolène Royal se dit victime d'une manœuvre, j'espère qu'elle entamera l'ensemble des procédures visant à la faire condamner », a réagi Claude Bartolone, proche de Laurent Fabius. « Je n'imagine pas qu'elle puisse avoir la moindre relation avec ces propos et la personne qui les tient », a-t-il ajouté.